

nances, ne pas vouloir croire à ses contradictions tout en se vantant de tout ce qu'elle sait.

Si cette phrase vise l'Union, la loyauté de l'Union, que nous ne voulons pas croire en déduction, lui commande de parler, et nous l'invitions à le faire.

S'il s'agit des causes d'une opposition, que l'Union surrait pour la justifier, nous lui répondons que notre réserve ne le cède pas à la sienne. L'Union, non plus, ne dit sur ce point ni tout ce qu'il pense, ni tout ce qu'il sait.

La double fête de dimanche a été généralement célébrée en province avec le plus grand calme.

Quelques manifestations républicaines se sont cependant produites à Bordeaux. Au moment où la procession définitive sur le cours des Fossés, un groupe de jeunes gens assis devant un café a soulevé le Trés-Saint-Sacrement par de grossières lazzis. A la hauteur de la rue Honoré-Tessier, un cri isolé de : Vive la République ! s'est fait entendre sur le passage de la procession. Enfin, le soir, vers onze heures, une bande de frères et amis ont hurlé la *Marseillaise* et poussé des cris criés de : Vive la République ! A bas les Jésuites ! sous les fenêtres d'une maison illuminée. L'attitude de la population a d'ailleurs été parfaite.

Un nombre de villes qui se sont particulièrement distinguées dans la manifestation de leur foi religieuse, citons après Roubaix et Tourcoing, Tournai, Poitiers, Rennes, et Douai. Les illuminations ont été splendides.

A Tours, tous les établissements religieux ont été illuminés. Seule, par suite de la défense faite par l'administration, la cathédrale est restée dans l'obscurité.

Suivant l'usage, les autorités civiles et militaires se sont fait un honneur et un devoir d'assister aux processions de la Pête-Dieu. Seules les municipalités républicaines ont brillé par leur absence. C'était prévu.

La session du conseil municipal de Paris s'est ouverte hier, à 2 heures, sous la présidence de M. Lafont, qui prononce les paroles suivantes :

« Messieurs, vous savez par suite de quel événement j'ai l'honneur de présider la séance d'aujourd'hui. Je dois au conseil municipal, dans les circonstances présentes, de me garder de toute appréciation sur les mesures dont notre honorable président a été l'objet. Il me sera cependant permis d'exprimer en votre nom, messieurs, l'espoir que notre collègue, qui nous a été si brusquement enlevé, nous sera bientôt rendu. Qu'il en soit, le conseil municipal persistera dans la pratique calme et ferme de ses droits et de ses devoirs. Il ne se laissera jamais entraîner au delà des limites légales de ses attributions. »

Après avoir prononcé cette allocution, M. le président donne la parole au secrétaire, pour la lecture du procès-verbal.

Guerre d'Orient.

Un important combat vient d'avoir lieu en Asie, dans la vallée de Kars, à Bagli-Ahmet, près d'Ardoz.

Ce ne fut pas une bataille en règle, mais il paraît que ce fut un désastre pour la cavalerie de Moukhtar-Pacha, composée principalement de Circassiens.

Les conséquences de cet échec des Turcs peuvent être graves si l'on ne se hâte pas d'enrayer par quelque moyen la marche des Russes sur Erzeroum.

Il est à croire, d'après les dépêches, que Moukhtar-Pacha tenait les défilés de la chaîne de montagnes dite Soghanly.

Le Soghanly-Dagh s'étend à 7.600 pieds au dessus du niveau de la mer, dominant Kars à 2.400 pieds. La grande chaîne forme un hémicycle qui ferme la vallée de Kars au sud-ouest. Une route partant de Kars se bifurque à Mchad, traverse le Soghanly-Dagh aux cols de Beizly de Sarykanych, se rejoint à Chorassan et même à Erzeroum. D'autres chemins encore passent à travers la montagne. Signalons celui du défilé de Karakuch-Dagh, qui part d'Ardoz, près de la rivière Kars, et va rejoindre à Delt-Baba, la grande route de Bayezid à Erzeroum. C'est par cet chemin que les troupes russes venant de Kars établirent leurs communications avec la colonne qui s'avance sur la grande route de Bayezid à Erzeroum.

D'après des nouvelles venues à Londres de Constantinople, Moukhtar-Pacha aurait été obligé de battre en retraite, s'abandonnant ses bonnes positions de Soghanly-Dagh et de se replier sur le camp de Zaim. Au lieu de Zaim, notre carte indique Zévim, sur la route au nord de Chorassan. Les Russes se seraient avancés d'Ardoz et auraient déjà occupé les défilés de Soghanly. La dépêche ajoute : et de Karakissa. Nous n'avons trouvé sur les cartes d'entre Karakissa que celui qui est sur la route de Bayezid à Erzeroum, à peu près à mi-chemin. Or, il n'y a là aucun défilé.

Dès lors, au lieu du défilé de Karakissa, nous pensons qu'il faut lire le défilé de Karakuch ou de Kyryklissa. Ces deux passages se trouvent dans le Soghanly-Dagh.

La même dépêche ajoute que deux fortes colonnes russes sont à six heures de marche d'Erzeroum, mais on ne nous dit pas sur quelle route. La colonne de Bayezid ne peut pas être si avancée.

Les Russes de Soghanly ont encadré devant eux Moukhtar-Pacha, qui est à Zévim et à Keprukeni.

La colonne qui a pris Ardahan et qui

se trouvait à Fénék, occupe actuellement Olti, mais elle s'enfonce aux Turcs, qui lui barrent la route. Nous ne pouvons donc croire que les Russes soient à six heures de marche d'Erzeroum.

Pour couvrir cette ville, il faudra que Moukhtar-Pacha concentre toutes ses forces. Son aile droite doit revenir de Toprak-Kalé et défendre le col du Kosé-Dagh. Son aile gauche doit quitter ses positions devant Olti et s'établir, dans les montagnes de Kiretchlu, ce qui le rapprocherait du quartier général qui est à Keprukeni. De cette façon, les deux ailes resteraient en communication avec le centre, mais elles abandonneraient du terrain aux Russes.

Une des conséquences du combat de Bagli-Ahmet, c'est que l'investissement de Kars est devenu complet.

L'ensemble de la situation en Asie est critique pour les Turcs.

LETTRE DE PARIS

(De notre correspondant particulier.)

Paris, le 5 juin 1877.

Je vous écrivais hier qu'il n'y avait encore, entre les ministres, aucun plan arrêté en ce qui touche la dissolution. J'aurais pu ajouter qu'il en était de même sur la question d'une seconde prorogation du Parlement. Dans les rangs de la gauche, on n'est pas moins irrésolu. Vous savez que M. Thiers reçoit tous les jours un grand nombre de reporters politiques auxquels il distribue assez libéralement les informations et les instructions. Or, hier, justement, un de ces reporters interrogeait l'ex-président sur les intentions de la gauche. « Mon jeune ami, répondit M. Thiers, je vous dirai cela au juste le 15 juin, mais jusqu'à présent, soyez sûr qu'on n'a arrêté définitivement aucune ligne de conduite. »

La situation se présente donc avec un certain vague et l'imprévu jouera sans doute un grand rôle dans les événements qui se produiront à l'ouverture de la session.

Les tendances sont, du reste, à l'apaisement. Encore bien que les journaux de gauche protestent vivement contre la thèse développée hier par *Paris-Journal*, dans un article signé X. Z. et qui a été rédigé par M. Weiss, ils sont en définitive sans grande force pour remporter le succès dans la lutte qu'ils se proposent d'engager contre le maréchal de Mac-Mahon.

Cet article de M. Weiss, si on en croit certaines rumeurs, a une origine quelque peu officieuse et je ne serais pas surpris que plusieurs journaux conservateurs ne reproduisissent avec éloges, tout ou partie de cet article sur lequel on paraît désirer beaucoup attirer l'attention.

Le maréchal de Mac-Mahon est revenu aujourd'hui, à Paris, de retour de la courte excursion qu'il avait été faire au château de La Forêt, mais il n'assistait pas à la réunion du conseil des ministres qui s'est tenue ce matin au ministère de la justice sous la présidence de M. le duc de Broglie.

On s'amuse aujourd'hui d'un petit fait qui contrarie un peu, dit-on, la rédaction du *Journal des Débats*. Ce matin, la *Marseillaise* reproduisait un article du *Journal des Débats* et ajoutait : « Nous ne saurions mieux dire. » Voilà qui est assez mortifiant pour un journal modéré.

La réunion que tient aujourd'hui le Conseil municipal ne donnera lieu à aucun incident. Beaucoup de conseillers municipaux sont allés, hier, s'entretenir de la situation avec M. Thiers. Celui-ci n'a pas hésité à leur recommander le calme et le respect de la légalité. Ce n'est pas, s'il dit, le président du Conseil municipal qui est arrêté. C'est un simple citoyen dont le Conseil n'a point à épouser la cause. Tout, je le répète, contribue à faire penser qu'aucune allusion ne sera faite aujourd'hui à l'arrestation de M. Bonnet-Duverdier.

On s'entretient beaucoup de la circulaire de M. de Fourtou, relative au colportage. On croit généralement que les prescriptions de cette circulaire seront appliquées contre la presse radicale. L'autorisation donnée aux colporteurs, devant mentionner les titres des journaux qu'ils pourront vendre, rien ne sera plus facile que d'écarter tous les journaux radicaux. Il n'est pas téméraire de supposer que telle est en effet, l'intention du cabinet. Naturellement, les radicaux ne sont point satisfaits d'une telle résolution. On s'attend à ce que leurs journaux vont très-vivement attaquer la circulaire.

C'est M. Durangel, directeur de l'administration communale au ministère de l'Intérieur, qui, de concert avec M. de Fourtou, prépare le mouvement qui va avoir lieu dans le personnel des maires à la nomination du gouvernement, comme il a préparé celui relatif aux préfets et aux sous-préfets. On m'affirme que ce mouvement sera très-considérable.

Dans les cercles diplomatiques, on commence à accorder une assez grande attention aux bruits de pacification possible entre les belligérants. C'est de Vienne que seraient venus, dit-on, les renseignements les plus sérieux à cet égard. On mettrait en avant l'idée d'une médiation de l'Allemagne. La Russie serait d'autant plus disposée à accueillir des ouvertures pacifiques que le passage du Danube paraît devoir être encore retardé et d'autre part, la situation intérieure à Constantinople paraît devoir être satisfaisante et le sultan commencerait à avoir de très sérieuses craintes touchant sa sécurité personnelle.

On annonce que d'ici à une dizaine de jours, il sera pourvu à la situation

des préfets et sous-préfets, pour lesquels a été sérieusement employée la formule : appelés à d'autres fonctions, ces préfets et sous préfets seraient s'ils y consentent, placés comme conseillers de préfecture.

L'organisation de la direction de la presse au ministère de l'Intérieur ne sera achevée qu'à la fin de cette semaine. On n'a pas encore décidé si les services de la librairie et de l'imprimerie, y seraient rattachés, mais cette solution est probable. Le nouveau secrétaire de M. Lavedan, M. Try, qui appartenait à la presse de province, a pris aujourd'hui possession de ses fonctions.

On a saisi aujourd'hui un petit journal qui paraissait depuis deux ou trois jours sur papier jaune, et sous un titre qu'on ne tolère que dans les comédies de Molière. C'est faire beaucoup d'honneur à cette feuille de chou.

C'est en tout cas s'y prendre un peu tard, car on m'assure que depuis l'apparition de ce journal, il s'en est vendu plus de soixante mille exemplaires, ce qui a permis au spéculateur, qui a eu l'idée de réaliser un assez joli bénéfice.

(Autre correspondance)

Paris, le 4 juin 1877.

C'est une opinion répandue en France et en Europe, que si la France ne prévient ou ne répare pas la fatale journée de Sadowa, ce fut l'expédition du Mexique qui l'empêcha d'intervenir en Allemagne et de prêter main-forte à l'Autriche. Cette opinion a acquis la force d'une chose jugée, au grave détriment du prestige de nos armes. Car, c'est singulièrement amoindrir la mesure de nos efforts et de nos ressources militaires que de croire la France incapable d'agir en Europe, parce qu'elle serait occupée en Asie ou en Amérique avec une quarantaine de milliers d'hommes.

Grâce à Dieu, voici les révélations historiques qui nous arrivent. Le deuxième volume des *Mémoires* du Maréchal Randon fait justice, mais justice complète de cette naïveté, et restitue leur responsabilité à chacun des personnages qui jouèrent un rôle en France, à cette époque néfaste de juillet 1866, l'époque des *angoisses patriotiques*.

Alors, la France, sans tenir compte des armées du Mexique, de Rome et d'Algérie, pouvait mettre 80,000 hommes en marche sans délai, et en réarmer 450,000 en quelques semaines. Mais, dans l'état d'épuisement où se trouvait la Prusse, après la bataille de Sadowa, M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères, jugeait que 40,000 hommes seulement suffisaient pour une démonstration immédiate qui aurait changé la face des choses et corrigé la fortune.

L'Autriche, en effet, était sur le point de recevoir, à Vienne, les renforts de troupes qui avaient vaincu à Custozza, et la Prusse avait tellement dégarni les provinces rhénanes, qu'elle en était réduite à faire parader deux régiments prussiens et à les faire voyager d'une ville à une autre, comme des soldats de France, pour donner le change sur sa situation réelle. L'apparition, seule, d'une armée française sur le Rhin eût donc prévenu les conséquences de Sadowa, et arrêté court l'ambition de la Prusse sur le chemin de la domination universelle.

Mais il eût fallu agir vite, avec la rapidité de la foudre et profiter de l'absence des Chambres, pour éviter les délais et s'inspirer de l'occasion. L'Empereur, le Maréchal Randon et surtout M. Drouyn de Lhuys dont le patriotisme n'eût pas une minute de défaillance, tous trois opinèrent pour cette action immédiate. Mais, pour le malheur de notre pays, le prince Napoléon, M. Rouher, le marquis de La Valette et la presse républicaine influencèrent l'Empereur et l'occasion fut perdue. Ce qui fit dire au Maréchal Randon : « C'est nous, beaucoup plus que les Autrichiens, qui avons été battus à Sadowa ! »

Le prince Napoléon, dominé par les chemises rouges et tous les organes républicains, détournait naturellement l'Empereur de toute politique favorable à l'Autriche. Le marquis de La Valette et M. Rouher voulaient le maintien de la paix par opposition à M. Drouyn de Lhuys. Et ce fut ainsi que tourna la roue du destin et que tout ce que nous savons s'en suivit.

Ces révélations posthumes du Maréchal Randon sont navrantes, et d'autant plus qu'elles ont été confirmées dans un moment de franchise par le prince de Bismarck, après la guerre de 1870-71. On a entendu le grand chancelier avouer, au sein du parlement allemand, que si la France eût fait seulement une apparition sur le théâtre de la guerre en 1866, les prussiens auraient dû *convaincre* Berlin et renoncer à tous les profits du triomphe.

Les fameuses compensations militaires du comte de Moltke, qui viennent de nous occuper et qui s'accomplissent en ce moment même sur nos frontières, pourraient bien avoir été provoquées par ces explications d'outre-tombe. Nous avons estimé utile et opportun de les rappeler à cette heure physiologique où la Prusse, beaucoup plus perplexes qu'elle ne veut le paraître, où l'Angleterre congestionnée par ses appréhensions indoustantes et où la guerre turco-russe, toute pleine d'aide, nous font un devoir de nous recueillir et de nous souvenir.

Roubaix-Tourcoing ET LE NORD DE LA FRANCE

M. Welché, le nouveau préfet du Nord, est arrivé lundi soir à Lille, accompagné de sa famille.

La réception des autorités et fonctionnaires ont eu lieu hier dans l'après-midi.

M. Catel-Béghin, maire de Lille, a prononcé le discours suivant :

« Monsieur le préfet, » J'ai l'honneur de vous présenter la municipalité de Lille. Notre ville et ses représentants élus, monsieur le préfet, sont pénétrés d'un profond dévouement aux institutions républicaines.

« Je dois ajouter que notre population a conquis un légitime renom de sagesse, en montrant toujours un égal attachement aux idées libérales et au respect absolu de l'ordre et de la légalité. La municipalité a rencontré dans votre honorable prédécesseur une grande bienveillance et des sympathies actives qui l'ont beaucoup aidé dans l'accomplissement de sa tâche ; elle espère trouver en vous, monsieur le préfet, un auxiliaire également précieux, également utile, et continuer avec vous ces excellentes traditions. »

M. le préfet a répondu en ces termes :

Monsieur le maire, » Je suis heureux d'être mis par vous en relations avec la municipalité de Lille. Je comprends, j'approuve et je partage les sentiments dont vous venez de vous faire l'interprète. Dites bien à vos concitoyens, messieurs, que les institutions républicaines ne sont point en danger, et que la légalité n'est point menacée.

« Je sais, par mon expérience personnelle, combien l'administration d'une grande et puissante cité comme la vôtre est hérissée de difficultés, réclame de travail et de dévouement ; car c'est par l'administration de ma ville natale que j'ai débuté dans la vie publique. Soyez assuré que mon concours plein et entier vous est acquis d'avance, et que j'allégerai autant qu'il sera en moi le fardeau qui pèse sur vous.

« Puisque nous avons parlé de l'ordre et de la légalité, laissez-moi vous rappeler que leur première garantie est dans la juste répartition des attributions, dans le soin que les divers corps publics mettent à demeurer sur le terrain qui leur est propre.

« Quant à nos institutions constitutionnelles, je vous le répète, messieurs, le gouvernement, loin d'y porter atteinte, n'a en vue que de les sauvegarder, de les consolider, et elle n'ont rien à redouter, confiées aux mains loyales du maréchal de Mac-Mahon.

« Je vous le dis, encore, messieurs, je suis particulièrement heureux d'instituer avec les représentants de la ville de Lille des relations que le temps, je n'en doute pas, rendra de plus en plus cordiales. »

On démolit actuellement — nous l'avons dit hier — le château du Bailli, à Tourcoing. Cette demeure, d'abord, seigneuriale, avait subi le sort général de la plupart des manoirs de l'ancien régime ; château, au XVIII^e siècle, il était devenu fabrique, au XIX^e.

Cette habitation des seigneurs de Tourcoing, qu'une dénomination populaire avait baptisée de « château du Bailli », parce que les seigneurs, étrangers à la ville, ne l'occupant jamais, y laissaient habiter leurs baillis, fut construit dans la seconde moitié de XVIII^e siècle, par Joseph-Auguste-Anne-Maximilien de Croy, duc d'Havré, qui fut le dernier rejeton mâle de cette famille, et aussi le dernier seigneur de Tourcoing.

Etabli sur l'emplacement de l'ancienne maison féodale, qui formait le centre de la *villa*, au moyen-âge, le château du Bailli était d'un style monotone, sans caractère, comme l'architecture d'alors. La porte d'entrée portait l'écusson des Croy d'Havré où les armes de cette illustre famille étaient écartelées avec celles de Lorraine, et rehaussées des armes de Hongrie, en souvenir de l'ancienne origine attribuée aux sires de Croy. On voyait encore de nos jours, le vieil écusson où les constructeurs l'avaient placé.

Le château du Bailli fut acquis par la municipalité de Tourcoing pendant la Révolution, moyennant une faible somme, que le duc Joseph d'Havré voulut bien accepter.

Depuis lors, il a servi à diverses industries, à des teintureries ou autres. La Compagnie des Omnibus y avait établi en dernier lieu, un hangar pour ses voitures. Dans son ouvrage historique sur les Seigneurs de Tourcoing, le P. Pruvost manifeste le désir de voir conserver ces seuls et derniers vestiges de l'histoire seigneuriale, mais il n'a pas été, parait-il, possible de prendre en considération, le vœu de l'écrivain tourquennois.

Un concours orphéonique international, aura lieu à Liège, dimanche prochain, 10 juin.

Parmi les sociétés du Nord qui se

disposent à y prendre part, on cite division supérieure : *Les Orphéonistes de Valenciennes* et en première division les *Mélanes lillois l'Union chorale de Roubaix et l'Union orphéonique de Cambrai*.

Un certain nombre de sociétés belges et hollandaises sont inscrites à cet important concours.

Les funérailles de M. Henri Loyer ont eu lieu mardi matin, à Lille, au milieu d'une affluence considérable. Un piquet de chasseurs à pied rendait les honneurs. On remarquait dans le cortège, les principales autorités civiles et militaires du chef-lieu.

Au cimetière, M. Alfred Delesalle a prononcé un discours. Le père Olivier, de l'ordre des Dominicains, a raconté les derniers moments du défunt dont il était l'ami personnel.

Mme veuve Loyer, M. et Mme E. Loyer, M. et Mme Scrive-Loyer font un don aux ouvriers de la ville de Lille d'une somme de 100,000 fr., ainsi répartis : 50,000 pour l'œuvre des invalides du travail, et 50,000 fr. à différentes œuvres ayant pour but d'améliorer le bien-être physique et moral des ouvriers.

Samedi dernier, 2 courant, la Commission chargée d'examiner les aspirants au certificat d'études primaires, s'est réunie à Tourcoing, Ecole communale des Frères de la Doctrine Chrétienne, rue de Lille.

Cette Commission se composait : De M. Toussaint, inspecteur primaire, président ; de MM. l'abbé Leroux, délégué de M. le doyen de Notre-Dame ; Lorthioir Delefosse, délégué cantonale ; Faidherbe, instituteur communal à Roubaix ; Duriez, instituteur communal à Lille, et du frère Etienne, directeur à Roubaix.

45 élèves se sont présentés pour subir l'examen.

34 ont été reçus dont 32 fréquentant les classes des frères, et 2 celles du Blanc-Sceau.

Voici leurs noms par ordre de mérite :

Duplessis Gustave. — Desreux Edmond. — Delahousse Auguste. — Lemaire Louis. — Baudart Félix. — Couvreur Jules. — Vaneste Hilaire. — Louage Adrien. — Selosse Achille. — Trisson Auguste. — Steland Pierre. — Delaux Fidèle. — Millescamp Albert. — Gadenne J.-Bte. — Périn Jules. — Derooy Amand. — Desmettre Henri. — Cardon Emile. — Liébard Emile. — Ducoulombier Emile. — Rittaine Jules. — Delbeck Henri. — Dewalle Achille. — Clarisse Henri. — Guchay Albert. — Dessaux Emile. — Théry Charles. — Florin Albert. — Desobry Pierre. — Jockey Charles. — Delbeck Xavier. — Dessaux Jean. — Vertaille Victor. — Quivy Jules.

M. Labbe a été élu, ce matin, président du tribunal de commerce de Lille, par 86 voix sur 97 votants.

L'individu Joseph Muller, arrêté à la gare de Lille samedi, porteur d'un fusil et de deux revolvers chargés, est originaire de Niedersellers (Prusse) ; il venait de Belgique, où il était garçon brasseur, pour prendre le même emploi dans une brasserie de Loos. Il était nanti d'une somme de 170 fr.

Quant à la provenance des armes qu'on a saisies, il prétend qu'il croyait pouvoir les introduire en France sans être inquiété. Il a acheté le fusil dans une vente qui a eu lieu chez un de ses voisins, à Vlambeck, près de Liège.

Pour les revolvers, il prétend qu'étant garçon brasseur à Liège et devant retourner tous les jours à Vlambeck, il en a acheté un pour se défendre au besoin contre une attaque ; il a fait l'acquisition de l'autre pour un camarade qui, ensuite, le lui a laissé pour compte. Si on a trouvé ces armes chargées, dit-il, c'est que l'armurier les a vendues dans cet état, et comme il craignait de manquer le train qui l'amena à Lille, il a tout jeté dans sa malle avec précipitation sans prévoir les ennuis qui l'attendaient au moment de la visite à son arrivée à Lille.

Mourir étouffé dans la boue est un trépas des plus affreux ; c'est pourtant ce qui serait arrivé à un jeune enfant de la rue des Longues-Haies, sans la venue providentielle d'un habitant de Lannoy, du nom de Delidck.

Le bambin, âgé de 5 ans et nommé Gustave Dewyne, jouait sur la route de cette localité, près d'un fossé profond de 1 mètre 20. Dans ses ébats, il s'approcha trop du bord, et tomba dans la vase accumulée en grande quantité à cet endroit. Attiré par ses cris qui commençaient déjà à s'éteindre, Delidck se porta à son secours, et retira le malheureux enfant couvert de boue, mais sain et sauf.

On a reconduit le jeune Dewyne chez ses parents, dont les soins empressés ne peuvent qu'atténuer l'impression fâcheuse, qu'un tel accident a pu déterminer sur son organisme.

La police roubaissienne a procédé, hier, à deux arrestations.

Un tisserand d'Halluin, H. J. Gaudry, âgé de 49 ans, a été appréhendé au corps, pour avoir été vu en état d'ivresse sur la voie publique, et s'être,

comme d'habitude révoilé contre les agents, en les accablant d'injures.

J.-B. Gourcier, âgé de 27 ans, teinturier, a été arrêté, à son tour, pour outrage à la morale publique et injures envers les agents.

Un domestique, nommé Louis Hubert, qui conduisait une voiture, est tombé, hier soir, de son siège, en suivant la rue de l'Hommelet.

Le véhicule lui a passé sur le corps. Au cris poussés par le blessé, un cabaretier accourut lui porter assistance. Un médecin appelé, le docteur Degand, a déclaré que, quoique les roues aient considérablement déprimé les chairs des deux cuisses, aucune fracture ne s'est produite.

Lapaix de nos quartiers excentriques est souvent troublée, mais les causes de désordre sont toujours les mêmes, et ne laissent pas d'amuser beaucoup les habitants de ces quartiers.

Les héros du tumulte sont toujours — est-il besoin de le dire — les mêmes personnages, messieurs les ivrognes ! et leurs extravagances aussi toujours les mêmes ont cependant un caractère particulier dont la scène suivante offre le type général.

A neuf heures et demie, hier soir, un rassemblement se forme, rue Decrême, et dans ce rassemblement, une femme à moitié vêtue tenant à la main quelques enfants, se démené avec véhémence. C'est la femme S... expulsée du logis conjugal par son farouche époux, qui vient de rentrer ivre, en se plaignant de la conduite de sa femme. Un agent de police arrive, on réintègre la famille au gîte, mais le mari dont l'ivresse n'est pas dissipée, s'enfuit en disant, qu'il part pour la Belgique. Et la foule abandonnant la femme, escorte l'homme en redoublant de rires et de lazzis.

Cette scène de mœurs populaires dont les époux S... viennent de présenter un tableau, hier, rue Decrême, se renouvelle fréquemment sur d'autres points, et toujours dans les mêmes conditions ; c'est pourquoi nous l'avons esquissée pour nos lecteurs s'intéressant aux mœurs locales, de quelque nature qu'elles puissent être.

Dans la nuit de lundi à mardi, une bande de malfaiteurs a fait une razzia complète de poignées de portes et de sonnettes à un certain nombre de maisons de la rue Nationale, de la place St-Martin et des environs de la place du Théâtre, à Lille.

La police qui les recherche activement ne tardera pas à les découvrir, car leur signalement a pu être donné par plusieurs jeunes gens qui les ont vus fuir.

Quatre jeunes filles descendaient du train venant de la Belgique, hier matin, à Lille. Leur embonpoint semblait présager une maternité prochaine, dit la *Vraie France*, ce qui ne les empêchait pas toutefois, de se diriger d'un pas alerte vers la salle d'attente, en exhibant un billet à destination de Sanghin.

Elles riaient, lorsque soudain ce cri se fait entendre : « Les voyageurs pour la ligne de Béthune, en voiture ! » Nos voyageuses aussitôt s'empressent de sortir ; mais à peine sont-elles sur la voie, qu'un Monsieur à manières aimables, se présente à elles. « Mesdames, veuillez passer au bureau de la douane, » leur dit-il d'un ton moins aimable que ses manières.

A peine entrées au bureau de vérification, les quatre jeunes filles mirent à découvert quatre charges de tabac étranger du poids total de 36 kil.

L'une de ces jeunes filles est de Lille, les autres sont des environs. Elles ont été conduites en prison.

La saison balnéaire est ouverte à Dunkerque, dit le *Phare de Dunkerque*, notre plage commence à se peupler, et le Casino-Hôtel achève de se parer ; ses portes vont bientôt s'ouvrir au public. Les Bains du Nord et ceux du Cap-Nord ont déjà organisé leur service. Les cabines se multiplient sur la plage.

De plus, les concerts du Parc ont été inaugurés par un temps superbe au milieu d'un nombreux auditoire. C'est un attrait considérable pour les étrangers.

BOURSE LINIÈRE DE LILLE. — La situation ne s'est pas modifiée depuis la semaine dernière et reste difficile pour les producteurs ; en effet, la consommation n'achète qu'un jour le jour, et le moins possible, dans la crainte de faire du stock ; en même temps la matière brute est très-ferme et même en hausse pour quelques genres. — (Echo).

MARCHÉ AUX BLÉS DE LILLE du 6 juin 1877. (Bulletin commercial). — Moyen marché : 1.000 hectolitres environ. Vendus aux mêmes prix que la semaine dernière. Farines tenues 44 à 44 fr. 50.

MARCHÉ AUX BLÉS DE LILLE du 6 juin 1877. (comptés par l'Hôtel-de-Ville.) — Hausse moyenne : 0 fr. 30 centimes.

Le 2 juin, vers trois heures après-midi, le feu s'est déclaré dans le bateau le *Mac-Mahon*, chargé de potasse brute, en déchargement en face de la fabrique de produits chimiques de M. Lecfevre et fils, à Marchiennes. On a es-